

LE MESSAGER SYNDICAL mars avril 2001 N°9
Bulletin d'informations sur le mouvement syndical en Russie

NOUVELLES BRÈVES.

- En avril le gouvernement a annoncé que l'augmentation des salaires des travailleurs payés sur le budget de l'Etat (enseignants, mais aussi travailleurs du secteur santé dont les salaires sont particulièrement bas) prévue pour septembre était reportée, par manque de rentrées d'argent. Cette annonce intervient alors même que la dette salariale se maintient dans la plupart des régions.
- Création d'une commission "femmes" au sein du syndicat "Unité" de l'usine Avtovaz à Toliatti. Cette commission a pour tâche de s'occuper des problèmes des femmes travaillant dans l'usine, de lutter contre la discrimination qui frappe les femmes dans la production et la vie quotidienne. Cette commission est prête à collaborer avec l'autre syndicat de l'entreprise et avec le comité de production dans l'usine : *"Nous élevons les enfants, faisons la lessive, la vaisselle, préparons les repas, nettoignons la maison, toutes ces tâches retombent sur nous, les femmes. Ce travail que les hommes nous font porter est au dessus de nos forces. Ecrasées par le travail, nous n'avons pas de temps pour participer à la vie sociale et politique, alors que nous comprenons que le pouvoir prend des mesures dont dépend l'avenir de nos enfants. On nous a transformées en brebis soumises. (...) Chaque femme consciente de la situation se pose la question : que pouvons nous faire pour la défense de nos droits ? La commission "femmes" du syndicat "Unité" s'adresse à toutes les femmes : Réveillez vous ! Pensez à l'avenir de nos enfants. Femmes travailleuses ! Nous ne pouvons laisser le gouvernement adopter un Code du travail qui nous transforme en un troupeau de travailleurs sans droits. Il faut des mesures décidées de résistance : meetings, piquets, etc."* (extraits de la déclaration de la Commission).
- Le 9 avril, dans les locaux de la *Confédération panrusse du travail*, s'est tenue une conférence des femmes travailleuses. Elle a rassemblé des représentantes des organisations syndicales de la région de Moscou ainsi que des organisations de branches de la Confédération. Les participantes ont souligné la nécessité d'organiser les femmes travailleuses au sein des organisations syndicales existantes et la mise en place d'un réseau regroupant ces initiatives à l'échelle de la Fédération de Russie. Lors de cette réunion ont été débattus les problèmes spécifiques liés au travail des femmes. Il a été également décidé de prendre des contacts avec les structures similaires existant dans les autres pays.
Sur la situation des femmes en Russie, lire l'interview de Elizaveta Bojkova dans le Messenger Syndical numéro 4.
- Solidarité avec les syndicats biélorusses. Le 2 avril, à Moscou, une conférence de presse a eu lieu en présence de plusieurs dirigeants des syndicats biélorusses : V.Babaed, président du Congrès des syndicats démocratiques, A.Boukhvostov, président du syndicat des travailleurs de la construction automobile, G.Fedinin, président du syndicat de l'industrie électronique, A.Iarouchouk, président du syndicat des travailleurs de l'agriculture. M.Chmakov, président de la FNPR (Russie) participait également à cette réunion. Dans leurs interventions, les responsables syndicalistes biélorusses ont décrit les multiples atteintes aux droits syndicaux et la politique antisyndicale menée par le régime de Loukachenko qui s'est fixé pour objectif de casser tout mouvement syndical indépendant du pouvoir. Les 5 et 6 mai doit se tenir à Minsk (Biélorussie) une réunion des dirigeants syndicaux de Biélorussie, en présence du secrétaire général de l'Organisation internationale du travail et de vingt dirigeants syndicaux européens.

IAROSLAVL : entre résistances et découragement.

Iaroslavl est une capitale régionale située à quatre heures de Moscou, avec une population d'un demi million d'habitants. C'est aussi un centre industriel important, avec ses quatre usines de moteurs diesel, qui à la fin des années 80 employaient 55 000 ouvriers. L'usine de moteurs de Iaroslavl, la plus grande, a connu la première grande grève : une grève de sept jours contre le travail du samedi (la

semaine légale était de cinq jours). En 1989, les ouvriers de l'usine de pompe à essence obtiennent le renvoi du directeur suite à une importante mobilisation.

Au départ, la politique de "thérapie de choc" ne suscita pas de réactions importantes, alors même que cela avait entraîné une réduction des salaires des 2/3. Ce n'est qu'en 1995, qu'à l'initiative de militants de base, une mobilisation redémarre, avec la grève à l'usine de moteurs de Tutaev (située à une heure de Iaroslavl). Cette mobilisation se fait autour du retard dans le paiement des salaires et la corruption dans la gestion de l'entreprise. Une conférence des délégués élit un comité de grève qui, au cours des deux années qui suivent, dirige trois grandes grèves, dont une qui a duré trois semaines. Le comité syndical fut remplacé par des membres élus du comité de grève, et le directeur fut remplacé par un gestionnaire accepté par les ouvriers. Pour une brève période, les salaires furent payés régulièrement. Cette mobilisation s'étendit progressivement aux autres entreprises : en 1996, les travailleurs des quatre usines manifestent, font grève et bloquent les routes pour protester contre le retard des salaires. Les comités de grève qui se forment alors se transforment en structures quasi-permanentes, jouant un rôle d'aiguillon par rapport au syndicat et la direction des entreprises.

La prise de conscience que les grèves isolées ne pouvaient guère amener autre chose qu'un soulagement éphémère concernant le paiement des salaires, entraîne en 1996, la création d'un conseil commun des comités de grève. Ce conseil a le soutien du comité syndical régional et même de la fédération régionale de la FNPR. Ce conseil a développé un plan d'actions et de revendications qui ne se limitaient pas à la seule revendication "payez nos salaires !". Ce plan réclamait un plan commun de développement pour les quatre usines et l'investissement de capitaux d'Etat permettant de mettre les usines au niveau des critères européens afin de trouver de nouveaux marchés. Une série de manifestations dures ainsi que le blocage du pont sur la Volga poussèrent le gouverneur de la région à faire pression sur le gouvernement fédéral pour qu'il intervienne.

En 1998, alors même que le piquet des mineurs s'installait pour tout l'été devant la Maison Blanche à Moscou, les quatre usines sont l'élément moteur de la création d'un comité régional pour des actions collectives. Ce comité établit un piquet (camp ouvrier permanent) le long des voies ferrées, menaçant à tout moment de les bloquer. En septembre des centaines de travailleurs bloquent le trafic pendant trois heures. En septembre toujours, le comité régional appelle à une conférence de représentants des régions centrales de Russie pour préparer une grève politique générale réclamant la démission de Eltsine, un changement de la politique économique et sociale et des amendements de la Constitution visant à limiter la concentration du pouvoir entre les mains du président de la Fédération de Russie. L'objectif était de créer un *anneau de la colère* formé par les ouvriers des régions centrales dans le but d'arrêter tout le trafic ferroviaire sur Moscou.

Le 7 octobre une vaste manifestation bloque le bâtiment de l'administration régionale et force le gouverneur à transmettre à Moscou les revendications des ouvriers. Une résolution est votée décidant de bloquer la ligne de chemin de fer pour trois heures le 8, et de la couper complètement le 9 jusqu'à ce qu'ils obtiennent satisfaction. Une présence massive de la police et une intimidation systématique font que le 8 octobre seulement quelques centaines d'ouvriers participent à l'initiative, dans leur immense majorité ce sont des femmes de l'usine de Tutaev. Cette mobilisation a quand même des retombées sur le plan régional : le gouverneur accepte la présence de trois représentants ouvriers avec voix consultatives dans le gouvernement régional, et crée une commission avec la participation des syndicats pour développer un programme anti-crise sur le plan régional et un programme de suppression des retards de paiement de salaires.

A la suite du krach financier de 1998, qui signifie une paupérisation accrue des travailleurs, on assiste à une démobilisation des ouvriers des usines de moteurs de Iaroslavl. Les effectifs ont chuté de façon significative, aujourd'hui il y a moins de 40 000 ouvriers (56 000 au début des années 90). De nouvelles vagues de licenciements ont été annoncés. A l'usine de Tutaev, le comité syndical a protesté contre les mesures de chômage technique annoncées par le directeur qui toucheront plus de mille travailleurs. Plus grave encore, en avril de cette année, les quatre usines ont été rachetées par O.Deripaska, oligarque de choc. L'arrivée de ce nouveau propriétaire, connu pour sa politique de restructuration de choc dans les entreprises qu'ils contrôlent, fait peser des menaces encore plus graves sur l'emploi des travailleurs des quatre entreprises. La première mesure du nouveau propriétaire est lourde de conséquences : il a décidé la transmission à l'administration de la région de tout le réseau de camps et maisons de repos existants dans le cadre de ces entreprises. Un plénum du

conseil des syndicats de la région de Iaroslavl s'est tenu le 12 avril, mais les syndicats des différentes entreprises ne se sont pas encore mis d'accord sur le type d'actions à entreprendre.

TÉMOIGNAGE DE TATIANA STUKAN, PRÉSIDENTE DU COMITÉ "FEMMES" DU SYNDICAT DE L'USINE DE MOTEURS DE TUTAEV (TMZ).

Messenger Syndical : Quelles sont les conditions de travail à l'usine ?

Tatiana Stukan : C'est l'horreur ! Le froid l'hiver et la chaleur l'été. Les toits fuient. Les vêtements de travail ne sont pratiquement pas fournis. Les sols sont glissants. Dans certains ateliers, ça devient très dangereux. Il y a une commission hygiène et sécurité au sein du syndicat, mais je me demande ce qu'elle fait. J'ai moi-même attiré son attention sur l'état déplorable d'un des ateliers où travaillent en majorité des femmes. Je ne suis pas sûre qu'ils ont pris la peine de s'y rendre. Les toilettes restent dans l'état où elles étaient il y a trente ans. Et la cantine est dans un état effroyable : je n'arrive pas à y rester plus de cinq minutes. Par contre, les bureaux des cadres dirigeants ont été plusieurs fois réaménagés et rénovés.

M.S : A combien se monte le salaire moyen dans l'usine aujourd'hui ?

T.S : Le salaire moyen tourne autour de 1600-1700 roubles (400-425 FF). Mais il faut compter avec les salaires démentiels des directeurs, qu'il s'agisse du directeur commercial, du directeur exécutif ou encore des chefs d'ateliers... Nous essayons d'obtenir des informations concernant le montant des salaires des dirigeants. Mais pour l'instant, sans résultat. Concernant le directeur, le chiffre de 100 000 roubles (25000 FF) circule dans l'usine. Donc, le salaire moyen n'est pas du tout ce que touche les ouvriers dans les faits...

M.S : Depuis les grandes mobilisations de 1998, y a-t-il eu d'autres actions à l'usine à TMZ?

T.S : Pratiquement pas. C'est complètement retombé, surtout depuis que nous avons commencé à être payés, d'abord irrégulièrement, puis, depuis mars 2000, tous les mois. Les salaires sont bas, mais payés régulièrement. Ça aide beaucoup. Aujourd'hui il ne me reste plus un sou, mais je sais que dans quelques jours je vais recevoir mon salaire. D'ici là, je vais m'arranger pour tenir. Avant, c'était l'horreur. Nous ne savions jamais quand est-ce qu'on allait nous payer. Il arrivait que nous soyions payés une, deux ou trois fois par an. Je ne sais même pas comment on a fait pour vivre. On nous donnait des bons d'approvisionnement à l'usine, avec lesquels nous pouvions seulement acheter du pain et du lait, dans les magasins de l'usine. Le reste, c'était des produits ou des marchandises que l'usine recevait sur la base du troc. Mais c'était dans des quantités dérisoires. Ça ne suffisait pas pour survivre.

M.S : A la suite des mobilisations, vous avez réussi à mettre en place un directeur élu par les salariés, qu'en est-il des mécanismes de contrôle de la direction par le syndicat aujourd'hui ?

T.S : Il est très difficile de contrôler la direction, surtout à cause du manque d'informations. Quand les salaires n'étaient pas payés, que la production était en chute libre, nous nous sommes révoltés. Parce qu'il était évident que le directeur était en train de détruire l'usine. Mais maintenant que nous recevons régulièrement les salaires... De plus, il y a un énorme problème dans l'usine : celui du vol. Comme les ouvriers ont assisté au dépeçage de l'usine par l'ancien directeur, ils s'y sont mis à leur tour. Et ça continue aujourd'hui, des deux côtés. Mais si les ouvriers peuvent tout au plus emporter ce qui tient dans leurs poches – les sacs sont contrôlés, les dirigeants volent du matériel par camions entiers. Les salariés du service de garde nous communiquent même les numéros des camions en question. Mais qu'est-ce qu'on peut faire ? Qu'en on en parle à la direction, on se voit répondre : « nous ne sommes pas au courant. Si l'on prend quelqu'un sur le fait, il sera puni ». Seuls les ouvriers du service de garde pourraient témoigner. Mais ils ont peur, ils ne veulent pas. Ils craignent de perdre leur emploi. Dans ce service, les effectifs sont fréquemment renouvelés... Donc les gardiens laissent passer ces camions.

M.S : Est-ce qu'il y a des licenciements et quelle est la position du syndicat à ce sujet ?

T.S : Oui, malheureusement, ça commence. Dans l'atelier où je travaille, l'ordre de licenciement devrait bientôt arriver, précisant le nombre de salariés à licencier, et on devra décider nous-mêmes sur qui va tomber le couperet. C'est une claire manifestation du renforcement de la pression par la direction. Et le syndicat a donné son accord aux licenciements, lors de la dernière conférence syndicale... La nouvelle convention collective est en train d'être négociée. Je ne sais pas si ce point sera inclus. La prochaine conférence syndicale aura lieu en mai, on verra. Mais pour l'instant, il est prévu de licencier autour de 90 salariés ce trimestre. Les licenciements se font très lentement, mais ils se font. Et les gens ont peur.

M.S : Pourquoi avoir créé un comité "femmes" à l'usine Toutaev ?

T.S : Le comité "femmes" a été créé en décembre 2000, il comprend six femmes membres du comité syndical. Généralement, dans les mouvements sociaux, les femmes sont plus nombreuses que les hommes. En 1998 le piquet tenait grâce aux femmes ; les hommes étaient très peu nombreux, autour de 15-20%. Cela s'explique par le fait que la plupart des problèmes concernent en premier lieu les femmes : la production, la vie domestique, le bien-être familial, la gestion matérielle du foyer. Elles doivent travailler et en même temps veiller à ce que leur famille puisse manger. Vous vous rendez compte de la souffrance de la femme dans les conditions actuelles ? Les problèmes d'argent incessants, les restrictions dans la nourriture, l'habillement. Je n'en peux plus. C'est insupportable de devoir sans arrêt refuser ceci ou cela à ses enfants. En général, le mari donne son salaire à sa femme et il considère qu'il s'est acquitté de sa tâche, peu importe s'il a apporté quelques kopeks ou une somme importante. Il s'est débarrassé du problème. C'est le cas le plus général, même s'il y a des exceptions.

M.S : Quelles sont les initiatives que prend le comité ? Quels sont les rapports avec la direction du syndicat ?

T.S : Le comité "femmes" a été créé pour traiter des problèmes spécifiques auxquels sont confrontées les travailleuses et trouver les moyens de lutter contre les discriminations qui les frappent. En particulier, lorsqu'il y a des licenciements ou encore dans les cas de transfert sur un poste de travail présentant des risques pour la santé, ce sont les femmes qui sont les plus exposées. Nous allons voir les travailleuses dans les ateliers, nous leur expliquons l'intérêt de notre démarche. Les femmes réagissent très bien. Elles ont besoin d'une structure propre où elles peuvent discuter de leurs problèmes spécifiques. Nous avons fait un sondage parmi les salariés, hommes et femmes, pour recueillir leurs propositions pour la convention collective qui est en train de se négocier. Nous allons les transmettre à la direction syndicale. Mais les autres membres du comité syndical nous regardent de haut. Ils tolèrent tout juste notre existence. Ils ne font pas circuler l'information concernant la fondation de notre comité. Et quelle influence pouvons-nous avoir sur eux sans l'appui des salariés ? Or les gens dans les ateliers sont vraiment démoralisés, terrorisés par l'idée de perdre leur emploi, déçus par les résultats – somme toute – assez relatifs de la mobilisation de 1998. Ils n'ont même plus confiance en eux ! C'est horrible d'entendre, par exemple, un ouvrier qualifié vous dire qu'il n'est plus rien, qu'il ne vaut plus rien... Notre première tâche, c'est de parler avec les gens, de leur redonner une certaine dignité, de les redynamiser. C'est ce qu'on essaie de faire, en commençant par les femmes, qui tiennent un peu mieux le coup, au travers du comité "femmes".

Rédaction : Karine Clément, Denis Paillard (France), David Mandel (Canada)

Pour toute correspondance : *Messenger syndical* c/o D.Paillard, 156 rue Oberkampf 75 011 Paris Email : <carine_clement@hotmail.com> .